



## Séance ordinaire du jeudi 26 avril 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-six avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Nombre de membres en exercice : 92

Transports et Mobilité

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUÏ, Gérard LANNELONGUE, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Bernard TRAVIER.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Christophe COUR, Jean-Noël FOURCADE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Rabii YOUSSEF.

## **Transports et Mobilité - Tramway - Ligne 5 Lavérune/Clapiers - Demande de prorogation de la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) - Approbation**

Monsieur Jean-Pierre RICO, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n°8945 du 3 juillet 2009 puis par délibération n°11191 du 30 octobre 2012, le Conseil a approuvé le programme d'opération ainsi que l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway entre Lavérune et Prades-le-Lez.

Par délibération n°11737 du 25 juillet 2013, le Conseil s'est prononcé sur l'intérêt général de la réalisation de cette opération.

Par arrêté n°2013-I-1656 du 28 août 2013, Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, a déclaré d'utilité publique le projet de réalisation du tronçon Lavérune / Clapiers de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway de la Communauté d'Agglomération Montpellier devenue Montpellier Méditerranée Métropole.

Conformément aux recommandations de la commission d'enquête, cette opération a débuté par le bouclage de la ligne 4, inaugurée le 1er juillet 2016, qui constitue le premier maillon de la ligne 5 de tramway.

Par délibération n°14388 du 14 décembre 2016, le Conseil de Métropole a confirmé la poursuite du projet de la ligne 5 et la nécessité d'engager des études pour revoir le tracé autour du Parc Montcalm et l'aménager en un vaste espace vert de loisir de 20 ha ouvert à la population.

Cette modification non substantielle fait l'objet d'une concertation, ouverte par la délibération n°14926 du 27 septembre 2017, et ne remet en cause ni l'économie du projet ni les objectifs de l'opération.

Pour rappel, les objectifs de la ligne 5 de tramway s'inscrivent pleinement en cohérence avec les objectifs du Plan de Déplacements Urbains (PDU), dans l'optique de :

- poursuivre la construction d'un réseau maillé performant de transports publics à l'échelle de l'aire métropolitaine de Montpellier afin de diminuer la dépendance automobile,
- s'intégrer dans une stratégie urbaine globale,
- assurer des dessertes de qualité des grands équipements notamment les établissements scolaires et de formation, les pôles universitaires et de recherche dans le cadre du plan Campus et les pôles d'emplois,
- prendre en compte le désenclavement des quartiers prioritaires au titre de la politique de la ville,
- inscrire le réseau de tramway dans une perspective de desserte des communes périurbaines du territoire de la Métropole.

Ainsi, avec cette 5<sup>ème</sup> ligne, le futur réseau de tramway renforcera le caractère structurant des transports en commun dans le système de déplacements, accroîtra leur rôle en permettant l'accès à un grand nombre de pôles d'activités pour l'ensemble des habitants de la Métropole et préservera l'attractivité du centre de Montpellier tout en assurant sa protection contre la pollution et l'engorgement par la circulation générale.

La réalisation de l'opération dans son ensemble au-delà du 28 août 2018, date d'expiration de la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) du projet, nécessite de saisir Monsieur le Préfet d'une demande de prorogation de cette DUP pour une durée de 5 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la demande de prorogation de la Déclaration d'Utilité Publique de la Ligne 5 de tramway entre Lavérune et Clapiers pour une durée de 5 ans ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03/05/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**

**Signé.**

**Philippe SAUREL**

Publiée le : 4 mai 2018  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-243400017-20180426-39186-DE  
Acte Certifié exécutoire :  
Réception en Préfecture : 03/05/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.